

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Poitiers, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MULOT SAS

Rue du Lavoir BP79
17390 Ronce Les Bains

Références : -
Code AIOT : 0007207882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement MULOT SAS implanté Rue du Lavoir BP79 17390 La Tremblade. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroule dans le cadre d'une opération coup de poing relative aux conditions de stockage des produits chimiques, réalisée à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MULOT SAS
- Rue du Lavoir BP79 17390 La Tremblade

- Code AIOT : 0007207882
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MULOT est spécialisée dans la production d'équipements pour l'industrie du coquillage. Elle dispose d'une unité de fabrication de matériels inoxydables et de construction navale (tables de triage, équipements de nettoyage, barge en aluminium...).

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/01/2010 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/2010.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/03/2026, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 7.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	1 mois
7	Stockage des boues neutralisées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 7.4.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 7.4.4.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise a montré au cours de l'inspection une relativement faible connaissance et maîtrise des thèmes abordés. Elle est invitée à travailler sur les points d'amélioration explicités dans le rapport (état des stocks et FDS à tenir à jour ; mise à disposition des FDS aux travailleurs).

En outre, l'exploitant doit procéder à la mise à jour de sa situation administrative et améliorer le stockage et la gestion des déchets dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/03/2026, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement de l'installation
Prescription contrôlée : Classement du site au titre de la nomenclature des ICPE.
Constats : Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant qu'un changement dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement était intervenu par le décret n° 2019-292 du 09/04/19 ; ce dernier a créé le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565 (traitement de surface) et a supprimé celui de l'autorisation. Ainsi, les modifications de la nomenclature des installations classées et des activités du site aboutissent désormais à ce que le site relève du régime de l'enregistrement. L'arrêté préfectoral n°10-250 du 21 janvier 2010 du préfet de la Charente-Maritime s'applique toujours, sans préjudice de l'arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les dispositions applicables aux installations existantes. En outre, l'exploitant doit choisir les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (rester sous les procédures du régime d'Autorisation ou passer sous celles du régime d'Enregistrement). Sur la base de ces éléments, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral

complémentaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le tableau mis à jour de sa situation administrative. Il précise les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (rester sous les procédures du régime d'Autorisation ou passer sous celles du régime d'Enregistrement). Sur la base de ces éléments, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant indique ne pas détenir d'état des matières stockées à jour. L'exploitant indique que la faible quantité de produits nécessaire au remplissage des bains de traitement pour leur "régénération" nécessite de faibles stockages et/ou une utilisation en flux tendu des produits. Le besoin de remplissage est dicté par un suivi hebdomadaire de la composition des bains par mesure Redox. Néanmoins, l'inspection a permis de constater que l'exploitant n'était pas en mesure de donner une vision suffisamment précise à date de l'inspection du volume des produits chimiques détenus et mis en œuvre sur site : <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant a présenté le document "déclaration du client aux précurseurs d'explosifs restreints" en guise de vision des stocks de l'année en cours, qui, après examen en séance, s'est avéré être insuffisamment précis et fiable pour constituer un état des stocks ; • Des incohérences ont été relevées entre les déclarations de l'exploitant en salle et le contrôle terrain dans l'atelier (un GRV rempli de 500L de top acid est identifié alors que l'exploitant a indiqué en salle n'avoir aucun stockage en cours de cette substance ; il est par ailleurs retrouvé quelques bidons de PELOX SPK3000 alors que le stock était également censé être nul).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la consolidation des données des matières stockées sur son site dans un document unique et autoportant, respectant les dispositions de l'article 7.1.1 de son arrêté préfectoral. Ces données seront mises à jour à une fréquence que l'exploitant définira compte tenu de son activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la disponibilité des fiches:</p> <p>Les fiches de données de sécurité de l'exploitant sont disponibles en papier. Elles le sont théoriquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un classeur présent sur site et accessible par la direction dans les bureaux ; • dans un classeur accroché au mur proche de l'atelier de traitement où se concentrent la plupart des produits chimiques mis en œuvre sur le site. <p>En pratique, il a fallu une quinzaine de minutes à proximité de l'atelier de traitement pour retrouver les FDS normalement à disposition de l'opérateur, qui n'étaient pas présentes dans le classeur accroché au mur. N'étaient présentes dans ce classeur que des procédures internes liées à la manutention dans l'atelier de traitement (par exemple, une fiche interne sur l'approvisionnement et la mise en place des bains de traitement, datée et signée du 26/07/2021).</p> <p>Sur le contenu des fiches :</p> <p>Elles sont fournies par Pickling, le fournisseur du site en produits chimiques.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont bien en français, mais datent toutes de 2018 (par exemple, pour le top acid, la fiche est datée du 09/02/2018), donc obsolètes.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir de process dédié, ni de responsable identifié pour la mise à jour de ces fiches sur site.</p> <p>L'exploitant dispose par ailleurs de FDS de substances qu'il indique ne plus mettre en œuvre sur le site (OFS, par exemple).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour les fiches de données de sécurité de toutes les substances détenues, stockées et utilisées sur site, en lien avec son fournisseur.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre ces fiches de données de sécurité mises à jour à la disposition des opérateurs et de veiller à ce qu'elles soient facilement accessibles au personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, par sondage, des vérifications ont été effectuées sur la mise en œuvre des mesures demandées dans les fiches de données de sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> Sur la fiche du "top acid" : l'exploitant a indiqué se conformer à la mesure suivante de la rubrique 10. (stabilité et réactivité) de la FDS pour le remplissage des baignoires : "ne jamais ajouter directement de l'eau dans le produit, mais ajouter ce produit dans de l'eau pour effectuer des dilutions" ; Sur la fiche du "Pelox SPK3000" : il a pu être vérifié que les mesures relatives à la rubrique 7 (manipulation et stockage) étaient suivies. Les sols sont en effet étanches et résistants aux solvants, les solvants conservés dans le récipient d'origine. Les précautions indiquées à la rubrique 6.1 sont également suivies : les équipements de protection individuelle adéquats sont disponibles et à disposition à l'entrée de l'atelier de traitement. L'exploitant assure que les EPI sont systématiquement utilisés lors de la manipulation de produits dans l'atelier de traitement. Ils comportent des gants résistants, des bottes, une combinaison complète, ainsi qu'un casque ventilé pour prévenir les inhalations de vapeur. L'atelier de

traitement est par ailleurs ventilé via un extracteur d'air en fonctionnement lors de la visite.

- Sur la fiche du "FRDPS" : il a pu être vérifié que ce produit n'était pas stocké avec des bases fortes et lessives (qui présentent des incompatibilités avec le produit), que les récipients sont conservés bien fermés dans un endroit frais et sec, conformément aux mesures associées décrites dans la rubrique 7 de la FDS mise à disposition.

L'exploitant indique que son opérateur de traitement et de manutention a été formé à ces mesures et aux procédures qui les déclinent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 7.4.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Constats :

L'atelier de traitement dans lequel sont situés les cuves de traitement et les récipients contenant des produits chimiques fait lui-même rétention, grâce à un revêtement qui est anti acide et à une entrée surélevée qui ferme le dispositif. Cette rétention a été rendue étanche et inattaquable sous 6 mois en vertu de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2010 suite à la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 du préfet, levée par la visite

<p>d'inspection du 24 juin 2021 (lettre de suite du 12 juillet 2021).</p> <p>Le dimensionnement de la capacité de rétention est respecté au regard des 4 cuves de capacité maximale de 7,5 m³, des récipients annexes présents dans l'atelier lors de l'inspection ne dépassant pas 2 m³, les dimensions de la salle et son branchement sur une tierce cuve de rétention d'une capacité totale de 10m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription n'est pas opposable au site en vertu de l'article 24.B de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans objet</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockage des boues neutralisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 7.4.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques."</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté, en dehors du strict thème de l'inspection ci-dessus défini, un écart sur la gestion des déchets sur site.</p>

<p>En effet, le site génère des boues neutralisées (après passage dans une station de traitement) qui sont stockées dans des GRV, sur une dalle en béton pleine, qui ne peut vraisemblablement empêcher les déversements accidentels vers le milieu, malgré un regard. D'après le bordereau de déchet porté à la connaissance de l'inspection, le dernier enlèvement date du 02/10/2024, et l'exploitant indique procéder à un enlèvement tous les 18 mois, ce qui indique que la situation constatée est proche de la capacité de stockage maximale (22 m³ selon l'exploitant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées que sa méthode de gestion de ces boues, en particulier ses conditions d'entreposage en lien avec son choix de la quantité maximale stockée, respecte les prescriptions de l'article 7.4.4. de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2010 et met en œuvre toutes les mesures permettant de se conformer à cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>